

12 octobre 2020

(20-7007)

Page: 1/2

Conseil du commerce des services

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE III:3 DE L'ACCORD
GÉNÉRAL SUR LE COMMERCE DES SERVICES**

La notification ci-après, datée du 12 octobre 2020 et adressée par la délégation du Brésil, est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1 MEMBRE ADRESSANT LA NOTIFICATION:

République fédérative du Brésil

2 NOTIFICATION AU TITRE DE:

Article III:3 de l'Accord général sur le commerce des services

3 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR:

2 octobre 2020

3.1 Durée:

30 jours

4 ORGANISME RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA MESURE:

Ministère de la justice et de la sécurité publique

5 DESCRIPTION DE LA MESURE:

Ordonnance conjointe ("Portaria Conjunta") n° 470 des Ministères du chef du personnel de la présidence; de la justice et de la sécurité publique; des infrastructures; et de la santé. C'est la dernière d'une série d'ordonnances conjointes provisoires publiées depuis mars dernier sur les conditions d'entrée au Brésil pour les personnes physiques étrangères pendant la pandémie.

L'Ordonnance conjointe n° 470 prévoit des restrictions exceptionnelles et temporaires à l'entrée des personnes physiques étrangères (principalement non résidentes) par voie terrestre ou maritime ou par les voies navigables intérieures, pour une période de 30 jours, quelle que soit leur nationalité et conformément aux recommandations techniques de l'Agence nationale de surveillance sanitaire (ANVISA), pour des raisons sanitaires liées aux risques de contagion et de dissémination du nouveau coronavirus. L'admission de ressortissants étrangers par voie aérienne est autorisée.

Les restrictions ne s'appliquent pas, entre autres:

- i) au transport de marchandises;
- ii) aux équipages maritimes étrangers, à certaines conditions;
- iii) aux étrangers ayant une résidence permanente, pour une durée déterminée ou indéterminée, sur le territoire brésilien;

- iv) aux étrangers a) qui sont conjoint, partenaire, enfant, parent ou curateur d'un ressortissant brésilien; b) dont l'entrée est spécifiquement autorisée par le gouvernement brésilien pour des raisons d'intérêt public ou pour des raisons humanitaires (au cas par cas); et c) qui possèdent un titre national d'enregistrement des migrations.

Des exceptions sont également prévues pour permettre l'admission d'étrangers situés dans des pays qui partagent une frontière terrestre avec le Brésil et qui doivent traverser cette frontière pour prendre un vol de retour vers leur pays de résidence, s'ils y sont dûment autorisés par la Police fédérale du Brésil.

6 MEMBRES SPÉCIFIQUEMENT AFFECTÉS, LE CAS ÉCHÉANT:

Aucun

7 LE TEXTE PEUT ÊTRE OBTENU AUPRÈS:

Des points d'information
